

# Débats

## Tendances

PAR ALAIN DUHAMEL

### La deuxième étape

La manifestation de Strasbourg a prouvé qu'une réaction populaire de rejet du racisme et de l'extrémisme était en train de prendre de l'ampleur, de s'affermir et de s'enraciner. Les sondages récents avaient déjà montré qu'elle existait dans les esprits. Le succès incontestable du défilé pacifique alsacien illustre maintenant la mobilisation concrète qui se produit dans la rue. Les citoyens actifs sont de retour. Face à la menace de l'extrême droite, un réflexe de refoulement – de «contaiment», pour reprendre une expression américaine célèbre durant la guerre froide – a lieu. Pour que cette prise de position soit durable et devienne efficace, il lui faut un relais politique. C'est la deuxième étape. L'approche des élections législatives la rend à la fois plus nécessaire et plus difficile. Elle implique en effet toute une série de conditions. La première, d'ailleurs parfaitement compatible avec ce qui vient d'avoir lieu à Strasbourg, est une clarification: autant le réflexe démocratique actuel constitue un facteur exceptionnellement positif, autant un front républicain permanent, mélangeant gauche et droite démocrates face à l'extrême droite, serait nuisible. Il contribuerait à alimenter la démagogie du FN sur le thème «seul contre tous», renversant les rôles pour diaboliser ses adversaires, présentés en Sainte Alliance des intérêts en place. En regard, le FN s'attribuerait le jeu de la ligue tribunicienne, revendiquant la défense des plus humbles et des plus exposés. Il faut, bien sûr, que la droite et la gauche rivalisent de fermeté et de transparence devant l'extrême droite. Il faut aussi que les différentes familles politiques démocratiques le fassent parallèlement, mais séparément. En ce sens, la manifestation de Strasbourg, nettement ancrée à gauche, contribuait à cette mise au net. Car le FN tire profit de l'absence d'une alternative bien visible et aisément identifiable. Il joue de l'opacité idéologique, de l'étroitesse des marges gouvernementales, afin de confondre tous ses adversaires dans une même dénonciation poujadiste. Pour que l'extrême droite soit combattue en ennemi commun, il importe donc que droite et gauche républicaines s'opposent en adversaires résolus. Il ne s'agit pas de réaliser de démagogues symétriques mais de dégager des programmes, des projets et des plates-formes antagonistes. Sur ce deuxième point, beaucoup de travail reste à faire, puisque la gauche ne précise que progressivement ses intentions et que la droite, exerçant le pouvoir, produira les siennes le plus tard possible. La légitime distinction à la mode entre une politique de l'offre (de droite) et une politique de la demande (de gauche) est beaucoup trop abstraite. Il faut un petit nombre de mesures symboliques fortes, aisément reconnaissables, ainsi, cela va de soi, que des alliances électorales tranchées. Cela faciliterait d'ailleurs des candidatures uniques, dès le premier tour, à droite d'un côté, à gauche de l'autre, là où existe un péril électoral spécifique, afin d'éviter, chaque fois que possible, que l'extrême droite n'aborde le second tour en position d'éligibilité. Lorsque, néanmoins, ce cas de figure se produira – ce sera peut-être vrai dans deux dizaines de circonscriptions –, ce sera à chaque candidat démocrate qualifié pour le second tour d'adjurer ses électeurs de ne voter pour rien au monde en faveur du représentant de Jean-Marie Le Pen. Restent deux autres objectifs prioritaires, jusqu'ici négligés par la gauche comme par la droite: le premier consiste à recuser, point par point, le programme du FN. Ce n'est pas un travail d'Hercule, Le RPR s'y prépare, l'UDF prend du retard, la gauche fait ses gammes. Reste aussi, cela ressemble plus au destin de Sisyphe, à réactiver toutes les formes du militantisme de terrain. Le PC de Robert Hue a pris de l'avance sur ce point et le PS un retard perceptible.

Tous les vendredis dans «Libération».

## Enquête sur le travail: Changer, partager, reconstruire?

# Partager les emplois ne suffit pas, il faut en inventer d'autres

ALAIN LIPIETZ

Il serait naïf de croire qu'avec le chômage disparaîtraient le racisme et le Front national. Pourtant, les syndicalistes, interrogés sur la relative passivité des couches populaires face à la loi Debré, sont unanimes: «Le premier souci des salariés, c'est l'emploi... Les intellectuels ont abandonné le monde du travail» (Libération du 25 février). C'est un peu injuste. Le triomphe du livre de Viviane Forrester, les succès des Castel, Caillé, Eme et Laville, Perret, Roustang, et de tant d'autres, révèlent une nouvelle génération de travaux qui ont su trouver leur public. Mais, tandis qu'on débattait de la «République», de l'«identité», du «bien social» aux pages Société des grands médias, les pages Economie étaient abonnées à «la seule politique possible» (libéralisme + flexibilité)... qui avait délitée ce lien social et précipité «le peuple» dans la désespérance.

### La fin du travail?

Et que disent ces livres? D'abord ceci: vous n'êtes pas des nuls, des archéops, des inadaptés, si vous ou vos proches vous trouvez au chômage. Tel est le message essentiel de Viviane Forrester. La faute est à ceux-là qui ont fait de l'horreur économique un vaste casino pour leurs plus grands profits. Déculpabilisateur, ce réquisitoire n'échappe pourtant pas à un autre piège: à peindre avec tant de force les causes de notre malheur, il finit par théoriser le désespoir. Derrière la dénonciation salutaire, une idéologie dangereuse: celle de la *Fin du travail*. Affirmation que Jeremy Rifkin (La Découverte, 1996) pense étayer par une avalanche d'exemples. L'automatisation engendrera tant de gains de productivité que le travail serait appelé à s'éteindre dans les prochaines années...

Cette thèse est fautive de bout en bout. La plupart des emplois actuels sont «relationnels», à l'abri de l'automatisation et même de la mondialisation. Globalement, les gains de productivité ont été divisés par deux depuis les «Trente Glorieuses», les années de l'après-guerre. De fait, on n'a jamais autant créé d'emplois salariés, aux Etats-Unis et dans le monde. Seulement, voilà: ce sont des emplois de rien du tout, mal payés, sans statut, sans dignité. Dégrader le travail pour rétablir la rentabilité: ce qui n'a pas échappé à Forrester, et que manque complètement Rifkin.

Deuxième variante, plus subtile: le Travail, une valeur en voie de disparition, de Dominique Méda (Aubier, 1995). C'est le rôle messianique, intégrateur du travail, qui est ici visé: salubre décapage. Et Dominique Méda d'en appeler très justement à un «partage du travail, des revenus, des statuts et des protections». Elle néglige malheureusement un terme: la dignité du travail. La satisfaction de «faire quelque chose» dans son travail serait-elle naturellement réservée aux seuls intellectuels(les)?

Troisième variante: *L'emploi, c'est fini, vive l'activité*, selon Michel Godet (Fixot, 1994) et le rapport Boissonnat (*Le Travail dans 20 ans*, Odile Jacob, 1995). On reconnaît qu'il faudra

toujours «s'activer», mais renoncer à en tirer la moindre sécurité. Au mieux assurera-t-on un revenu de substitution entre stages et boulots précaires... Vision «adaptatrice-réaliste», mais qui ne peut que nourrir une nouvelle poussée du Front national!

Une place au travail, le travail à sa place. Sortir de la désespérance exige trois conditions: assurer à chacun un revenu, garantir statut et reconnaissance sociale, pour une activité digne, voire valorisante. Dans les années 60-70, il semblait que le travail salarié, encadré par un Etat-providence redistributeur, nous mènerait un jour à ce havre. Gauchistes et écologistes n'en contestaient que les effets

Resteraient quand même des millions de chômeurs. On peut encore accélérer le partage du travail, mais le partage des revenus sera un frein. Il faut donc ouvrir un autre chantier: la création d'un nouveau secteur (ni public ni privé), avec de vrais statuts, subventionné par le coût du chômage éliminé. Comment l'empêcher d'évincer des emplois dans les deux autres secteurs? En délimitant sa vocation: ce qui aujourd'hui ne se fait pas, ou pas assez, ou au noir, ou dans la face cachée de l'économie «domestique». En gros: les emplois de proximité, l'aide aux personnes dépendantes, l'écologie urbaine et rurale. Les régies de quartier, les associations intermédiaires sont les embryons, encore informes, de cette «économie solidaire».

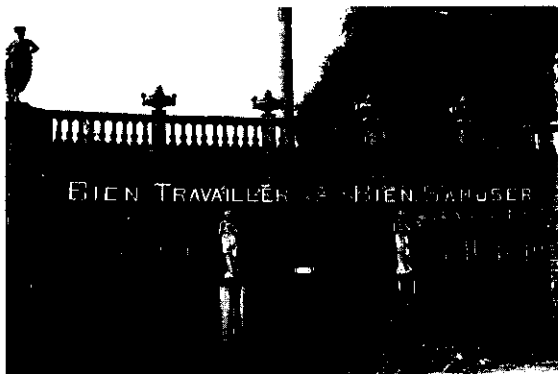
Mais soyons réalistes: à l'horizon de cinq ans, même en appliquant ce programme, même avec une «relance soutenable européenne», même en choisissant des techniques plus respectueuses de l'environnement et riches en emplois, il restera encore des chômeurs. Il faut donc «accepter d'autres moyens de distribution du revenu que le seul travail» (D. Méda). Sans aller jusqu'à instituer l'allocation universelle, au moins étendre le bénéfice du RMI à ces nouveaux Petit Poucet que sont les jeunes de 18-25 ans issus de familles pauvres. Et les encourager à compléter ce revenu dans des systèmes d'échanges locaux.

### La dernière chance?

Ces trois stratégies complémentaires (partager massivement et rapidement le travail, promouvoir le tiers secteur, garantir un revenu à tous) font aujourd'hui consensus chez les économistes et sociologues de l'«Appel européen pour une citoyenneté et une économie plurielle». Elles sont le socle de l'accord Verts-PS pour les élections de 1998. Elles sont hélas! bien sûr éclipsées par les commentaires sur le partage de circonscriptions!

Et pourtant... le compte à rebours est commencé. Les mouvements des services publics en 1995, ceux des conducteurs de camions et de bus de 1996 portaient tous l'exigence de la réduction du temps de travail (sur la vie ou sur la semaine). La mobilisation est là, mais un «mai 68» est improbable: les élections sont trop proches. Elles seront la dernière chance, par une alternative démocratique, de résoudre la crise du travail, et par là du lien social. Un scénario «36» (victoire des forces progressistes, plus mobilisation populaire) est le scénario du souhaitable. L'autre scénario... c'est la victoire d'une droite molle sur une gauche sans ambition, ou pis, d'une gauche trahissant à nouveau ses engagements. Alors? Ce serait à coup sûr des Vitrolles par dizaines en 2001, puis... Mais le pire n'est jamais sûr.

Alain Lipietz est économiste, directeur de recherche au CNRS. Dernier ouvrage paru: «La Société en sabbat. Le partage du travail contre la déchéance sociale». La Découverte, 1996. Cet article est le premier d'une série sur le travail. La fin du travail a-t-elle sonné? Existe-t-il de nouvelles pistes? - Libération - publiera d'autres points de vue.



Il faut créer un nouveau secteur, subventionné par le coût du chômage éliminé.

fric» de la société en sabbatier.

Recoudre cette société déchirée implique à coup sûr de domestiquer la «mondialisation», et ce sera l'enjeu d'un nouveau Maastricht, réparant le désastre du premier. Mais il faut le dire avec force: on peut agir pour résoudre la crise du travail, ici et maintenant, sans attendre un accord européen ou planétaire. D'abord et avant tout: partager le travail. Négociation? Législation? Incitation? Par tous les bouts à la fois. Car l'urgence est là. Réduire de 10% le temps de travail, c'est réduire de moitié le taux de chômage. Une loi-cadre pour les 35 heures tout de suite, les 32 heures, quelques années plus tard (et par incitation, le plus vite possible). Et cela, sans compromettre la compétitivité et la capacité d'embaucher des entreprises, donc avec un partage des revenus. Les «gagnants des années 80» (revenus financiers et hauts salaires) n'échapperont pas à une compression de l'échelle des revenus. Il faut un débat très clair avec les classes moyennes supérieures (les «cadres»): que voulez-vous? Plus de fric sur votre compte en banque... ou des emplois pour vos enfants, dans une société pacifiée?